

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/IND/4

25 novembre 1996

(96-4988)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses de l'INDE¹ aux questions posées par les ETATS-UNIS²

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 novembre 1996.

Introduction

L'Inde a notifié qu'elle n'accordait ni ne maintenait de subventions répondant aux prescriptions en matière de notification énoncées à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Réponse

L'Inde a fait savoir qu'elle ne maintenait aucune subvention qui soit incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans la mesure où celles-ci s'appliquent à elle. La notification indique que les sociétés indiennes et les personnes physiques résidant en Inde sont autorisées, en vertu de l'article 80 HHC de la Loi concernant l'impôt sur le revenu, à déduire dans le calcul de leurs gains imposables l'intégralité des recettes provenant de leurs exportations de biens ou de marchandises. La notification précise encore qu'il n'est pas possible d'évaluer les effets du programme susmentionné sur le commerce.

Ainsi, l'Inde a notifié une subvention qui devait donner lieu à notification conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

1. L'Inde pourrait-elle expliquer sur quelle base elle a établi qu'aucun des programmes ci-après ne répondait aux prescriptions susmentionnées en matière de notification? Si l'un de ces programmes a été achevé, a-t-il été remplacé par un nouveau programme ou un programme modifié?

A. Titre du programme:

**Financement à l'exportation avant et après
expédition et financement en devises avant et après
expédition:**

¹G/SCM/N/3/IND+ Suppl.1 et 2.

²G/SCM/Q2/IND/1.

Fondement/organe responsable: Banque centrale

Forme de la subvention: Financement à l'exportation préférentiel, y compris financement en devises.

Les banques commerciales accordent un financement à l'exportation préférentiel, y compris un financement en devises, conformément aux directives données par la Banque centrale indienne. Les prêts en devises sont accordés à des taux calculés sur la base du LIBOR. Pour être considéré comme une subvention à notifier, le programme doit répondre à la définition donnée à l'article premier de l'Accord sur les subventions et être spécifique au sens de l'article 2. Le point k) de l'annexe I de l'Accord donne des exemples de crédits à l'exportation qui ont le caractère de subvention. Il en ressort que les crédits à l'exportation accordés par les pouvoirs publics à des taux inférieurs à ceux que l'exportateur devrait payer s'il empruntait sur le marché international des capitaux seraient assimilables à des subventions. Etant donné que le LIBOR est le taux du crédit pratiqué sur le marché financier international et que le taux du crédit à l'exportation en devises en Inde est supérieur au LIBOR, on ne saurait parler de subvention devant donner lieu à une notification. Les crédits à l'exportation en roupies indiennes sont accordés à des taux généralement inférieurs de 2 pour cent aux taux d'intérêt normaux. Cependant, comme ces taux sont nettement supérieurs au taux international cité plus haut, il ne s'agit pas d'une subvention.

B. Titre du programme: Déduction de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 80 HHC:

Fondement/organisme responsable: Loi concernant l'impôt sur le revenu; Office central des impôts directs

Forme de la subvention: Exonération de l'impôt sur les sociétés dû sur les bénéfices à l'exportation.

La subvention sous forme de déduction de l'impôt sur le revenu prévue à l'article 80 HHC de la Loi de 1961 concernant l'impôt sur le revenu a fait l'objet d'une notification de la part de l'Inde (document G/SCM/N/3/IND/Suppl.1). Elle vise à compenser les désavantages comparatifs qui découlent d'un certain nombre d'impôts et droits locaux qui, autrement, ne donnent pas lieu à abattement.

C. Titre du programme: Mécanismes d'importation (licences):

Fondement/organisme responsable: Politique d'exportation et d'importation 1992-1997; Ministère du commerce (Direction générale du commerce extérieur)

**Objectif général/
forme de la subvention:** Aider les exportateurs à s'approvisionner en intrants mais aussi autoriser la vente des licences d'importation.

Les licences prévues dans le cadre du Programme d'exonération de droits ne répondent pas à la définition des subventions mais relèvent des dispositions de la note 1 relative à l'Accord sur les subventions. Cette note dispose que l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure ne sera pas considérée comme une subvention. Excepté dans certains cas, les licences en question sont librement cessibles après exécution de l'obligation en matière d'exportation et remboursement de la garantie bancaire de sorte que les produits importés sont collectés auprès d'une seule et même source.

La licence spéciale d'importation est une autre forme de licence droits acquittés mais elle est délivrée aux sociétés d'exportation, aux entreprises tournées vers l'exportation situées dans les zones industrielles travaillant pour l'exportation à des exportateurs reconnus, à des titulaires de certificats de qualité etc. pour l'importation d'articles figurant dans une liste de produits dont les importations sont soumises à des restrictions. Ce programme ne nécessite aucune contribution financière de l'Etat et n'entraîne aucun manque à gagner pour lui. Ces licences ne sont donc pas non plus une subvention à notifier.

D. Titre du programme: **Exonération des taxes sur les intérêts pour les crédits à l'exportation**

Fondement/organisme responsable: **Circulaire du 2 septembre 1991 de la Banque centrale**

Forme de la subvention: **Exemption des intérêts sur tous les prêts liés aux exportations**

La circulaire de la Banque centrale actuellement applicable est datée du 21 avril 1993. Elle exonère de toutes taxes les intérêts perçus à compter du 1er avril 1993 par tout établissement bancaire sur les prêts et avances consentis à des exportateurs ou sur les crédits à l'exportation. Les banques accordent des prêts aux exportateurs à des taux bien supérieurs aux taux des prêts à même échéance obtenus sur les marchés internationaux (mesurés par le LIBOR). Ainsi, au regard du point k) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions, il n'y a pas de subvention.

E. Titre du programme: **Programme de remboursement lié aux prix internationaux**

Fondement/organisme responsable: **Conseil de promotion des exportations de produits des industries mécaniques (EEPC)**

Forme de la subvention: **Ristourne sur les intrants servant à fabriquer des produits destinés à l'exportation pour compenser la différence entre les prix indiens et les prix internationaux des intrants. (Note: Quel que soit le lien entre ce programme et l'annexe I, il semble qu'il réponde aux prescriptions définies à l'article 25.2 de l'Accord en matière de notification.)**

Ce programme a pris fin le 1er avril 1994.

F. Aide au développement du marché

Le Programme d'aide au développement du marché (MDA) a pour but de stimuler et diversifier les exportations et de développer la commercialisation d'articles et de produits de base indiens à l'étranger. C'est un programme général, et non spécifique.

Il existait jusqu'au 2 juillet 1991 un programme d'aide compensatoire en espèces (CCS). Les paiements étaient imputés sur le Programme MDA. De même, il existait jusqu'au 6 août 1991 un autre programme, le Programme de crédits à l'exportation (à intérêts bonifiés) financé lui aussi par des fonds du Programme MDA. Ces deux programmes ont pris fin.

A l'heure actuelle, le Programme MDA permet de fournir une aide en nature aux organismes chargés de promouvoir les exportations et de développer les débouchés. Son budget pour 1996/97 est de 250 millions de roupies (soit 7 millions de dollars). Puisqu'il s'agit d'une aide au développement du marché et à la diversification des exportations qui ne met en jeu que des fonds publics d'un montant négligeable et n'a pas d'effets perceptibles sur le commerce, on ne saurait parler de subvention à notifier.

G. Réescampte d'effets à l'exportation étrangers

Dans le cadre de ce programme, les exportateurs acquittent un intérêt au taux LIBOR majoré d'un certain pourcentage destiné aux banques prêteuses. Le programme ne prévoit pas de refinancement pour les banques. Par conséquent, au regard du point k) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions, il n'y a pas en l'espèce de subvention.

H. Programme de garantie des prêts de faible montant aux petites entreprises

Dans le cadre de ce programme, la Société de garantie des dépôts et d'assurance-crédit donne une garantie aux établissements de crédit comme les banques pour les prêts qu'ils consentent à des petites entreprises industrielles. Le programme est régi par des dispositions détaillées, s'agissant de l'étendue de la garantie, des conditions à remplir pour en bénéficier et de ses conditions d'octroi. Son fonctionnement obéit à des critères objectifs qui sont par nature neutres et d'application horizontale. Ainsi, au regard de l'article 2.1 b) de l'Accord sur les subventions, on ne saurait parler de subvention à notifier.

I. Programme de biens d'équipement pour la promotion des exportations

Dans le cadre de ce programme, les exportateurs, qu'ils soient industriels, négociants ou prestataires de services, peuvent importer des biens d'équipement à des taux de droits réduits sous réserve d'une obligation en matière d'exportation. Puisque le programme ne leur permet pas de se procurer des biens d'équipement à des conditions plus favorables que les conditions commerciales dont ils peuvent bénéficier sur les marchés mondiaux, il n'est pas considéré comme une subvention à notifier au sens du point d) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions.

J. Avantages accordés aux zones industrielles travaillant pour l'exportation

Les entreprises implantées dans les zones industrielles travaillant pour l'exportation bénéficient de certains avantages et, avant tout, d'une exonération des droits de douane/droits d'accise et du remboursement de la taxe centrale sur les ventes acquittée sur les fournitures en provenance de la zone tarifaire nationale. Puisque le programme ne permet pas aux exportateurs de se procurer des marchandises à des conditions plus favorables que les conditions commerciales dont ils peuvent bénéficier sur les marchés mondiaux, il n'est pas considéré comme une subvention au sens du point d) de l'annexe I de l'Accord sur les subventions. On procédera néanmoins à un réexamen et, s'il s'avère que ces avantages doivent être notifiés, il en sera fait état dans la prochaine notification complète de l'Inde. S'agissant de l'exonération de l'impôt sur le revenu, on pourra se reporter à la réponse qui y a trait.